


Centre Dentaire
 QUARTIER DE LA SANTÉ

**GRAND OUVERT...
 SELON VOTRE HORAIRE**

Nous invitons
 les personnes admissibles au
**NOUVEAU RÉGIME CANADIEN
 DE SOINS DENTAIRES**
 à venir nous consulter
 pour bénéficier de ce plan.
Rendez-vous : 514-284-1975

Dre GINETTE MARTIN
 B.A., B.Sc., D.M.D., Fellow ICOI
 Chirurgienne dentiste

1037, St-Denis, #203, Montréal, H2X 3H9
 T 514.284.1975 • F 514.284.1818
 CENTREDENTAIREDUQUARTIERDELASANTE.COM

Invitation 65+ ans

Portes Ouvertes
Soleil
 1^{er} au 31 octobre 2026



* Détails et conditions sur le site web

**Visitez-nous et tournez la
 ROUE GAGNANTE !**
 Cadeau pour chaque visiteur

Manoir Plaza (Centre-ville)
 505, rue Sherbrooke Est, Mtl • 1 800 363-0663

 Accès privé Métro
 Station Sherbrooke

Échos Montréal

VOL. 33 NO. 09
 SEPTEMBRE 2026
33 ANS !
 PRÈS DE
 100 000
 LECTEURS

LES S.D.C. DES ORGANISMES À REPENSER P.2



Place Jacques Cartier © Stephan Poulin - Tourisme Montréal

■ Élections: Que promettent les candidats?	P.03
■ Le Plateau, un article qui fait réagir	P.04
■ Réchauffement climatique impossible à nier	P.05
■ Portrait sur les maires: Denis Coderre	P.09
■ Immo: Entre ralentissement et transformation	P.10

MICHÈLE BOUCHARD
 COURTIER IMMOBILIER
 RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
 514-983-5695


 GROUPE SUTTON
 CENTRE-OUEST

ELODIE BOUCHARD
 MCGILL BCOM,
 COURTIER IMMOBILIER RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
 EBOUCHARDIMMO@GMAIL.COM • 514-688-5695

514-933-5800 | mbouchard@sutton.com | **MBOUCHARD.CA**



ÉDITORIAL

LES S.D.C. : DES ORGANISMES À REPENSER



■ Vincent Di Candido

Les Sociétés de Développement Commercial (SDC) se sont constituées par la volonté des villes, en particulier Montréal et Québec, qui désiraient ainsi rassembler les différentes associations de quartiers, fonctionnant alors en bénévolat et sans coordination – et donc difficiles à gérer pour les élus – en une même structure cohérente et synchronisée.

Cela dit, si les structures précédentes causaient une difficulté de gestion, on peut toutefois souligner qu'elles étaient efficaces en termes de vie de quartier, et pour la mise en place d'événements spéciaux et décidés par les commerçants. De sorte qu'on peut légitimement arguer qu'elles permettaient ainsi une bien meilleure implication démocratique avec une participation directe et à l'implication volontaire. Force est de constater depuis que l'on a perdu au change en ce qui concerne l'incitation à une participation commerçante active. Le monopole mis en place par les SDC – qui agissent plus comme des corporations d'affaires que des coopératives – impose une cotisation obligatoire de chaque commerçant du quartier, que la Ville prélève et qu'elle remet ensuite à la SDC, et que le conseil d'administration peut utiliser à sa guise. Celle-ci s'en sert entre autres surtout pour créer des rencontres parmi les membres, dont la mise en place et la publicisation s'effectue par l'intermédiaire d'agences de communication n'ayant regrettamment pas de lien direct avec les membres, membres qui par ailleurs ne peuvent s'exprimer, sommairement, qu'en assemblée générale.

Si au départ, comme le nom même de ces organismes l'indique, il y a un changement dans la structure de participation, on a maintenant depuis bon nombre d'années l'inclusion des gens d'affaires dans l'orientation décisionnelle de ces sociétés. Or justement, les gens d'affaires, qui ont dans plusieurs quartiers un nombre de voix majoritaire, n'ont souvent pas les mêmes priorités que les commerçants. Cette situation devrait inciter la SDC à organiser des événements

spécifiques à chacune des deux entités, correspondant justement à leurs spécificités. De plus, le système électoral des SDC est lui-même vicié, alors que ceux qui ont plusieurs commerces ont plusieurs votes et donc une influence démesurée sur les axes décisionnels de l'organisme, tandis que le simple marchand, qui n'a qu'un commerce et ainsi son seul petit vote, s'en trouve singulièrement désavantagé... et ignoré. En corollaire, ce même système favorise aussi les décisions en vase clos, de même qu'une imposition des mêmes personnes en leadership depuis des années et sans possibilité de changement.



© villagemontreal.ca

De sorte que dans ces conditions, on a de plus en plus l'impression que les AGA (Assemblées générales annuelles) ne sont au final que des exercices futiles d'apparat, où l'on ne fait qu'entériner l'acceptation de propositions ou décisions déjà mises en place au préalable, incluant le budget. Budget dont par ailleurs il est devenu de plus en plus difficile au fil des années, d'en décortiquer et analyser les détails, incluant les montants (dont discrétionnaires) octroyés pour les événements chapeautés par ces organismes.

Dans le même ordre d'idée, on peut constater que plusieurs événements louables et prospères autrefois mis sur pied, et offert bénévolement par les défunctes anciennes associations pour le bénéfice des commerçants, ne sont plus que de vagues souvenirs, alors que depuis leur nouvelle structure, les SDC semblent dans bien des secteurs plutôt se contenter de faire occasionnellement du simple parrainage, sans offrir comme auparavant l'aide logistique précieuse ni le leadership et l'implication directe pour la mise en place d'événements. Et pourtant, en retour chacun doit obligatoirement payer la cotisation annuelle imposée, sans pour autant en retirer quelque bénéfice que ce soit.

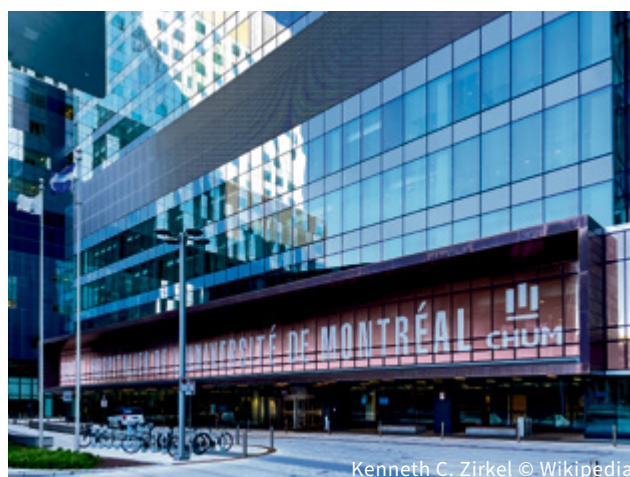
Au final, il serait peut-être plus que temps de remettre en question tant le mode perception, que la structure – par exemple en imposant un mandat de deux (2) ans maximums pour chaque élu – et voire même la pertinence fonctionnelle des SDC, sur lesquelles les membres n'ont pratiquement pas de contrôle et qui n'ont plus grand chose de communautaire. ■

AVANCÉE MAJEURE CONTRE LE CANCER

■ Vincent Di Candido

Périodiquement, *Échos Montréal* publie les récentes nouvelles et les progrès effectués dans la recherche sur le cancer et les perspectives d'améliorer le taux de guérison contre cette maladie qui atteint des millions de personnes dans le monde.

Depuis le nouveau millénaire, on a l'impression indéniable que de plus en plus de gens dans notre entourage reçoivent cet affligeant diagnostic et sont confrontés à cet épeurant fléau. Mais parallèlement, il faut le noter, la recherche avance elle aussi à pas de géants. Encore dernièrement, un nouveau traitement très prometteur a été développé/révéle, qui agit en fait en stimulant le système immunitaire afin de booster massivement celui-ci pour permettre aux «cellules blanches» de combattre les cellules cancéreuses. On appelle ce traitement l'immunothérapie. Et c'est réellement une avancée pour plusieurs cancers, dont certains autrefois considérés comme peu guérissables comme la leucémie et le cancer des poumons, en passant les myélomes, les mélanomes, le cancer du sein,



Kenneth C. Zirkel © Wikipédia

etc... Les résultats sont vraiment prometteurs alors que ce nouveau combiné de traitements & médicaments s'attaque beaucoup plus vigoureusement aux cellules cancéreuses grâce aux macrophages (soit cellules blanches) qui sont les défenseurs de notre système sanguin, tout en protégeant les cellules saines plutôt que d'affaiblir celles-ci comme c'était le cas il y a à peine quelques décennies. Bien sûr, cela demeure encore à peaufiner un peu, et il faut comme toujours tenir compte des potentiels effets secondaires, présents comme dans la majorité des médicaments qui nous aident à nous soigner. Mais c'est néanmoins indubitablement un progrès des plus enthousiasmants... et il faut souhaiter que cela continue grâce à l'aide de tous et chacun. Effectivement, on doit le souligner, chaque progrès dans la recherche demande aussi un financement conséquent. Il est important que chaque citoyen participe et apporte sa contribution. Car nous sommes tous, de près ou de loin touchés par ce fléau. Et soyez assurés qu'il n'y a pas de petite contribution. Chaque geste, chaque effort, est plus que bienvenu. Même si cela peut vous sembler minime ou anodin, c'est leur cumulatif qui peut accomplir des miracles. ■

CHRONIQUE

ÉLECTIONS PROVINCIALES : QUE PROMETTENT LES CANDIDATS ?



■ Charline Caro

À l'approche des élections provinciales du 5 octobre prochain, les chefs de partis multiplient les promesses. Logement, coût de la vie, santé, éducation, entreprises...

Échos Montréal fait un tour d'horizon des programmes des cinq principaux candidats.

Mené par son chef **Paul St-Pierre-Plamondon**, le **Parti Québécois** (PQ) a annoncé des mesures qui touchent notamment à l'indépendance, à la protection du français, à l'immigration, à l'économie et à la santé. **Au sujet d'un référendum sur l'indépendance** du Québec, le PQ a indiqué qu'il n'en tiendrait pas tant que Donald Trump serait président des États-Unis, soit jusqu'en janvier 2029.

Sur l'immigration, le PQ promet «une baisse significative des seuils» de nouveaux arrivants acceptés dans la province. La cible serait ainsi réduite de moitié, avec une baisse prévue entre 200 000 et 250 000 personnes. Le seuil d'immigration permanente passera quant à lui de 45 000 à 35 000 par an. Cette «reprise de contrôle» sur l'immigration vise à respecter la «capacité d'accueil réelle du Québec», soutient le PQ, notamment en matière de logements, de services publics et de langue française.

Côté économie, Paul St-Pierre-Plamondon a annoncé une baisse d'impôt de 20 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) québécoises, ce qui ferait du Québec «l'un des endroits au Canada avec le meilleur environnement fiscal». Une fois élu, il compte également amorcer un «grand ménage dans la bureaucratie» afin de recentrer l'État sur ses «missions fondamentales», soit «protéger, soigner, éduquer et préserver l'identité québécoise».

La **Coalition avenir Québec** (CAQ) tentera de briguer un **troisième mandat d'affilée**, sous l'égide de sa nouvelle cheffe et Première ministre **Christine Fréchette**, qui veut s'atteler à «ce qui compte pour les familles, les aînés, les travailleurs et nos entreprises: le coût de la vie, nos services publics et nos infrastructures».

Son équipe a ainsi annoncé plusieurs mesures pour soutenir les familles. La première vise à bonifier le soutien aux parents dans le financement des études de leurs enfants. Un gouvernement Fréchette investirait 1 000 \$ dans le Régime enregistré d'épargne-études (REEE) de chaque enfant né au Québec à partir de l'automne 2027. Un soutien financier supplémentaire est également prévu pour les personnes en situation de handicap et leurs familles pour les aider à assumer certains besoins coûteux. Enfin, la CAQ a annoncé vouloir renforcer les services offerts aux femmes victimes de violence conjugale.

Pour améliorer l'accès aux soins de santé, un gouvernement Fréchette permettrait la pratique mixte des médecins, en leur permettant d'exercer à la fois dans le public et le privé. Quant aux patients en attente d'une chirurgie, ils seraient dirigés vers une autre région après six mois d'attente, et vers le privé après neuf mois.

Christine Fréchette souhaite elle aussi réduire la taille de l'État, en supprimant 2 900 postes de fonctionnaires et en confiant certains services jusqu'ici publics au privé.

Le **Parti libéral du Québec** (PLQ), via son chef **Charles Milliard**, défend «un Québec de régions, d'entrepreneurs, de travailleurs et de familles qui veulent des services publics à la hauteur et une économie capable de soutenir leurs ambitions». **Ses cinq priorités sont ainsi** l'économie, les services publics, le logement, les régions et la culture. Face à la crise du logement, le PLQ veut accélérer la construction de nouvelles habitations, avec un objectif de 100 000 par

année, en misant notamment sur le préfabriqué et la livraison plus rapide des permis de construction. Pour soutenir l'accès à la propriété, le parti s'engage à rembourser 36 % de la TVQ payée sur une maison ou un condo neuf, jusqu'à 10 000 \$. Enfin, le programme du PLQ prévoit de plafonner les hausses de loyers dans les résidences pour aînés (RPA).

Sur le plan économique, le PLQ estime que les PME québécoises sont «étouffées» par le fardeau administratif et réglementaire, et veut ainsi alléger les réglementations auxquelles sont soumises les entreprises. Dans un contexte de guerre commerciale avec les États-Unis, le PLQ propose de diversifier les marchés d'exportation afin de réduire la dépendance du Québec au marché américain. De nouvelles alliances seraient ainsi créées avec le reste du Canada, l'Europe et la Francophonie.

Représenté par sa porte-parole Ruba Ghazal, Québec solidaire (QS) se définit comme un parti «de gauche, féministe, indépendantiste et écologiste». Son programme 2026 est axé autour de cinq priorités, soit le logement, le coût de la vie, l'environnement, l'indépendance et les finances publiques. «Parce que rebâtir un filet social fort, faire notre pays pour réaliser la transition écologique, et redistribuer réellement la richesse, c'est possible», défend le parti.

Sur le logement, QS souhaite améliorer l'abordabilité des logements, en limitant la hausse des loyers au niveau de l'inflation, avant de réformer le calcul des hausses permises pour lutter contre les pratiques abusives. Plus globalement, le parti s'engage à mieux protéger les locataires, à lutter contre la spéculation et à faciliter l'accès à la propriété.

Le coût de la vie, et notamment celui de l'épicerie, n'est pas seulement imputable à l'inflation selon QS, mais également aux géants de l'alimentation qui «engrangent des profits records». Son plan en la matière vise à faire économiser 2 500 \$ par année aux Québécois, avec la création d'un réseau d'épicerie publiques sans but lucratif, qui permettraient de créer de la compétition et d'inciter à la baisse des prix, tout en se fournissant auprès des producteurs locaux.

Pour «réparer» les services publics abîmés par les «budgets d'austérité» des gouvernements précédents, **QS compte taxer les ultra-riches**, soit les 0,1 % les plus fortunés du Québec. Ce nouvel impôt permettrait de récolter cinq milliards \$ par an, qui seraient notamment investis dans les écoles et les logements sociaux. Enfin, le parti progressiste défend l'indépendance du Québec, à travers une approche «démocratique» et «décoloniale» qui inclurait les peuples autochtones, les nouveaux arrivants, les régions et les villes.

De son côté, le Parti conservateur (PCQ) est mené par Éric Duhaime, qui a annoncé «la mesure la plus importante de [sa] campagne électorale», avec une importante baisse d'impôt aux contribuables. Ce plan permettrait de faire économiser plus de 11 000 \$ à un travailleur sur cinq ans. Les entreprises aussi bénéficieraient de ce type de mesure, avec une baisse de 59 % de l'impôt sur le revenu des sociétés dans un premier mandat conservateur.

Sur la gouvernance, le PCQ estime que l'État québécois est «à bout de souffle», avec des «coûts qui explosent» et des «services qui ralentissent». Son programme prévoit ainsi un gel d'embauche dans la fonction publique et l'abolition de 20 000 postes d'ici cinq ans. L'État serait également décentralisé, avec la création de tables régionales qui interviendraient dans plusieurs dossiers.

Sur l'environnement, la formation conservatrice prévoit de se retirer de l'accord sur la taxe carbone, d'abolir le Fonds d'électrification et de changements climatiques et de mettre fin à l'interdiction d'exploiter les hydrocarbures du Québec. ■



CHRONIQUE

LE PLATEAU, UN ARTICLE QUI FAIT RÉAGIR



Mercedes Domingue

Suite à un article paru dans notre journal en août sous ma plume de chroniqueuse, critiquant la pétition — (et d'une manière générale l'abus citoyen de l'outil-pétitions à tout bout de champ) — contre la mairie du Plateau, via laquelle quelques résidents et/ou commerçants du quartier s'insurgeaient contre les changements de direction et de réglementation sur les rues Brébeuf et Chambord notamment; nous avons reçu plusieurs commentaires. Donc nous trouvions intéressant de faire un suivi.

Répetons-le, jusqu'à présent, ce changement a été plus que bénéfique pour ce qui est du trafic autrefois englué dans cette portion de St-Joseph, notamment par des files de voitures en attente de tourner direction sud, sur Christophe-Colomb. J'habite moi-même précisément dans ce secteur, et je peux vous dire qu'auparavant cela pouvait prendre jusqu'à 20 minutes à faire la file simplement pour pouvoir tourner direction sud. Or, depuis le changement, c'est super fluide, 3-4 minutes maximum. Cela dit, certains lecteurs nous ont indiqué que ces changements de direction auraient apparemment augmenté un peu le trafic sur Papineau direction sud.

Or, justement le problème c'est Papineau, et non pas Chambord ou Brébeuf, qui elles bénéficient grandement de l'allègement de la circulation et d'une fluidité améliorée du trafic automobile. Mais Papineau par contre, c'est le même problème qui persiste pour tous ceux qui désirent se diriger vers Sherbrooke et le Pont Jacques-Cartier, depuis le réaménagement de l'artère effectué entre 2019 et 2020, un problème hérité directement de l'incompétence de l'administration de Valérie Plante qui à l'époque a soudainement



© Échos Montréal

décidé de diminuer le nombre de voies de circulation qui étaient de 3 (2 vers le sud et 1 vers le nord), pour la réduire à une seule de chaque côté.

On a ainsi reconfiguré l'axe Papineau à une seule voie générale de façon permanente. C'était on imagine pour accommoder quelques résidents minoritaires ou comme d'habitude faire plus de place encore aux cyclistes, avec l'addition d'une petite plage-horaire le matin direction sud théoriquement réservée pour taxis et autobus (mais souvent occupée par des autos délinquantes stationnées illégalement sans qu'apparemment on juge utile de leur donner des contraventions), et une autre petite plage-horaire en fin d'après-midi direction nord. Et au final, c'est nettement insuffisant et ça crée un trafic monstre, surtout lorsque conjugué au manque d'assiduité des agents de circulation ou de la police à pénaliser les contrevenants.

SANS OUBLIER NON PLUS QUE LE NOMBRE DE CAMIONS PASSANT SUR L'AVENUE LAURIER ÉTAIT DEVENU PROPREMENT DÉRANGEANT, NOTAMMENT POUR CEUX DÉSIRANT PROFITER DE LA QUIÉTUDE DU PARC LAURIER

Bref, c'était extrêmement mal avisé. Papineau est une artère cruciale depuis des décennies, particulièrement à l'heure de pointe. Même pas besoin d'être un résident du secteur pour le savoir, c'est un fait bien connu. Donc, ça n'a aucun rapport avec les excellentes et intelligentes améliorations récentes, telles que les susmentionnés courts changements de direction sur Brébeuf et Chambord, ou encore l'élimination de la bande trottoir en plein milieu du boulevard St-Joseph qui bloquait inutilement depuis des années la circulation vers la rue Papineau direction est. Sans oublier non plus que le nombre de camions passant sur l'avenue Laurier était devenu proprement dérangeant, notamment pour ceux désirant profiter de la quiétude du Parc Laurier. Mais maintenant de trafic omniprésent est plutôt dévié en partie sur St-Grégoire.

En réalité, c'est la première fois depuis des lustres à Montréal qu'on a l'impression qu'il y a des personnes compétentes à la tête de l'organigramme urbain de la ville. Et ça fait du bien. Et pour ce qui de résorber enfin le problème, d'une part on suggérerait simplement d'enlever cette voie de stationnement côté ouest, et de revenir à 3 voies donc ainsi deux voies vers le sud) comme c'était le cas auparavant, ne serait-ce que pour permettre aux autobus et taxis et Uber d'y avoir priorité — comme c'est déjà le cas sur un paquet d'autres importantes artères montréalaises d'ailleurs — et ainsi de diminuer globalement l'embouteillage général.

Certes, comme d'habitude il y aura toujours des sempiternels mécontents, mais la Ville a tout à fait raison de considérer comme impératif de regarder et analyser le problème dans son ensemble. Il ne s'agit pas de l'intérêt de quelques seuls égo-centrés mais plutôt de celui de l'ensemble des citoyens, le bien commun. ■

Échos Montréal

ANNONCEZ VOS AVIS PUBLICS ET VOS SERVICES PROFESSIONNELS

ÉCHOS MONTRÉAL, DEPUIS 33 ANS LU PAR PRÈS DE 100 000 LECTEURS DANS LE GRAND MONTRÉAL. DANS L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE (CENTRE-VILLE, LE VIEUX-MONTRÉAL), ET LE PLATEAU MONT-ROYAL.

L'ESSAYER, C'EST L'ADOPTER !

N'HÉSITEZ PAS, INFORMEZ-VOUS DE NOS TARIFS SPÉCIAUX !
514-844-2133 OU
PUBLICITE@ECHOSMONTREAL.COM

AVIS PUBLICS ET SERVICES PROFESSIONNELS

2,38" x 3,3"	2,38" x 1,6"	2,38" x 3,3"
250 \$	160 \$	250 \$
	4,85" x 1,6"	
	250 \$	

CHRONIQUE

UN RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE IMPOSSIBLE À NIER

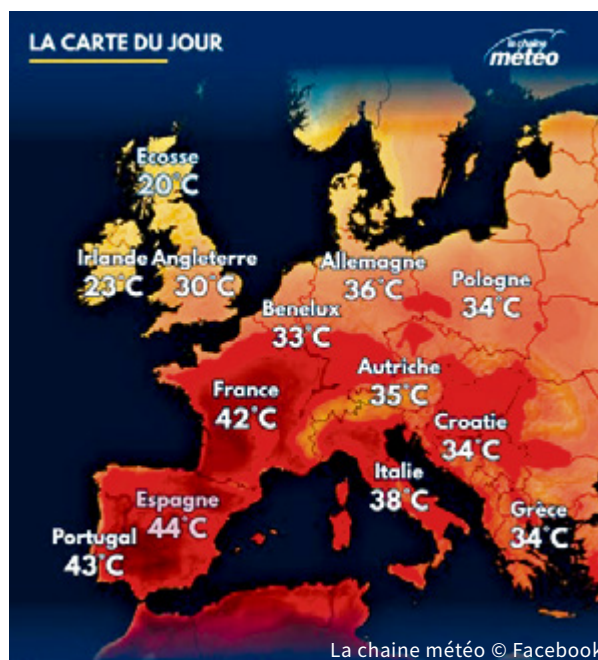


■ Michel T.

Pour les incrédules qui ne croient plus au réchauffement climatique et au dérèglement météorologique de notre planète, malgré les affirmations pourtant claires et prouvées des scientifiques, **l'Europe vient d'en faire la démonstration évidente**, enregistrant les pires canicules estivales des 100 dernières années.

Alors que **les journées de chaleurs consécutives** étaient autrefois des événements anecdotiques, elles **sont devenues non seulement plus sévères**, avec des températures dépassant ponctuellement les 40°C, **mais aussi beaucoup plus fréquentes**. On en est en fait déjà à la 7^e ou 8^e canicule depuis le début de l'été. Cela fut évidemment **très difficile sur le bien-être physique** de l'ensemble des Européens mais cela a aussi entraîné **un nombre record et effarant de décès, soit quelque 35 000, dont la plus grande proportion touche bien sûr particulièrement les personnes âgées**.

Ces statistiques proprement hallucinantes ont été récemment révélées par la plateforme *Euromomo*, qui fait la surveillance des taux excédentaires de décès et de la surmortalité pour la région européenne. Et les autorités sanitaires de **la majorité des pays**, malgré leur propension à ne pas vouloir affoler la population **ont affiché des conclusions similaires**.



Plus **on avance collectivement en se voilant le regard face à une catastrophe écologique annoncée** dans laquelle nous sommes déjà malheureusement bien embarqués, et **plus on continuera à empirer la situation**. On ne parle pas seulement de canicules très dangereuses ici. On parle aussi de monstrueux et **massifs feux de forêts à répétition**; on parle de **sécheresses** plus nombreuses que jamais, sévissant même dans des pays qui en étaient jadis exempts; on parle de **récoltes agricoles sérieusement menacées** dans plusieurs domaines,

et dans une pléthore de régions géographiques; de **la disparition** — parfois hélas permanente — d'une part importante **de faune et de flore**. On parle aussi d'une **multiplication alarmante des cas de cancers de la peau**, avec une couche d'ozone, cette même couche atmosphérique qui permet de filtrer les dangereux rayons UV du soleil, de plus en plus ténue.

On parle de **lacs asséchés**, de **sources d'eau potable en très inquiétante diminution**, de sols plus en plus instables et prompts aux **glissements de terrain**. Bordel, ça vous prend quoi encore les sceptiques pour finalement vous résoudre à accepter l'évidence?!.. L'évidence, et surtout **l'urgence d'agir**. **On ne peut pas continuer comme ça**. Depuis trop longtemps, **l'humanité ne se préoccupe que de son petit confort égoïste, sans se soucier de son impact environnemental** ou des conséquences sur la planète. Il n'est plus minuit moins une, nous avons déjà allègrement dépassé l'heure fatidique. Il est plus que temps de réagir rapidement, et avec détermination. ■

Le 5 octobre prochain, faisons le choix de bâtir la suite ensemble avec Jennifer Maccarone et le Parti libéral du Québec dans Westmount—Saint-Louis.



Pour un Québec plus fort au sein d'un Canada uni.



Une économie forte.



Des soins et services près de chez vous.



Et toutes les raisons pour nos jeunes de bâtir leur avenir ici.



JENNIFER
Maccarone

WESTMOUNT—SAINT-LOUIS

✉ jennifer.maccarone@plq.org

☎ (438) 808-3875

🌐 jennifermaccarone.ca

📘 MaccaroneWSL

📷 @jmaccarone

Autorisé par Douglas Carrothers, agent officiel.

CHRONIQUE

CINQ ANS APRÈS LA COVID :
SI L'ÉCONOMIE « VA BIEN », POURQUOI TOUT COÛTE PLUS CHER ?

■ Frank Salvatore

Depuis 2025, les chiffres disent une chose. Les gens en ressentent une autre, et on a plutôt l'impression d'une économie à deux vitesses.

Les indicateurs macroéconomiques suggèrent une résilience réelle. Le vécu quotidien, lui, raconte une autre partie de l'histoire, marquée par la hausse des coûts essentiels, les tensions sur le logement et une incertitude plus floue.

D'un côté, on nous raconte que les marchés boursiers restent robustes, que le chômage demeure relativement bas dans plusieurs économies développées, et certaines grandes entreprises affichent même des profits records. De l'autre, les ménages font face à des prix durablement élevés à l'épicerie, un logement devenu difficilement accessible dans toutes les métropoles et une impression persistante que le coût de la vie a atteint des sommets stratosphériques. Cinq ans après la pandémie, l'économie mondiale ne ressemble ni à une crise inflationniste classique, ni à une reprise claire, mais plutôt à un système bizarre et déséquilibré.

Sur le plan strictement macroéconomique, plusieurs économies ont fait preuve d'une résilience surprenante depuis la pandémie. Après le choc initial de 2020, la reprise a été étonnamment rapide dans de nombreux pays, soutenue par des politiques monétaires et budgétaires massives, puis par une reprise de la consommation. Le marché du travail, en particulier, a surpris plusieurs analystes. Dans de nombreux pays industrialisés, le taux de chômage est resté relativement faible malgré les hausses de taux d'intérêt visant à freiner l'inflation. Certaines industries continuent même de faire face à des pénuries de main-d'œuvre. Les marchés financiers, de leur côté, ont globalement retrouvé — et dans certains cas dépassé — leurs niveaux pré-pandémiques, portés cependant un peu artificiellement par les grandes entreprises technologiques et la concentration de la croissance dans certains secteurs (comme l'IA, mais plusieurs, dont moi-même anticipent l'éclosion prochain de cette bulle).

Néanmoins, à première vue, les données suggèrent presque une économie globalement solide, mais cette lecture demeure incomplète. On dit souvent que l'inflation « ralentit ». C'est vrai, mais seulement en partie. Sauf que ce que les gens vivent, ce n'est pas le taux d'inflation, c'est le niveau des prix. Et lui, ne redescend pas. De sorte que si l'inflation a reculé par rapport aux sommets atteints après la pandémie, son effet cumulatif reste profondément ancré dans le quotidien. En fait, un point essentiel est souvent mal compris : même lorsque l'inflation ralentit, les prix ne redescendent généralement pas. Ils se stabilisent à un niveau plus élevé. Autrement dit, le pouvoir d'achat perdu n'est pas automatiquement récupéré. Pour les ménages, cela se traduit par un constat très net : l'épicerie coûte plus cher, le logement absorbe une part plus importante du revenu, et les dépenses quotidiennes pèsent davantage sur les budgets. Il y a ainsi un très large décalage entre les statistiques économiques et la perception du public. Parmi tous les facteurs économiques des dernières années, le logement est probablement celui qui a le plus profondément modifié le portefeuille des ménages.

Dans plusieurs régions, les prix immobiliers ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus sur une longue période. Même après les hausses de taux d'intérêt destinées à freiner la surchauffe du marché, les crises du logement ont envahi pratiquement toutes les métropoles mondiales. On en parlait nous-même il y a quelque temps, pour les jeunes ménages, l'accès à la propriété est devenu plus difficile et incertain, voire hors de portée. Pour les

locataires, la pression haussière des loyers ajoute une contrainte supplémentaire dans un contexte déjà marqué par la hausse généralisée du coût de la vie.

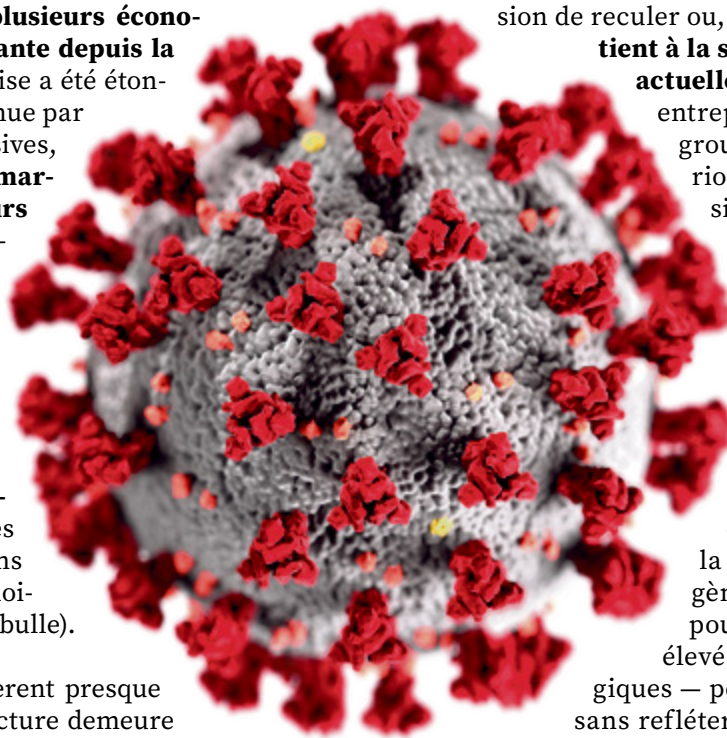
Ce déséquilibre structurel joue un rôle central dans le sentiment général d'appauvrissement relatif. À ces dynamiques internes s'ajoutent un environnement international plus instable, et une économie mondiale (bien que le terme soit de moins en moins pertinent) sous des tensions permanentes.

La guerre en Ukraine a profondément modifié les marchés de l'énergie et des matières premières agricoles. Les tensions persistantes au Moyen-Orient continuent d'influencer les prix du pétrole et la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. En corollaire, la montée du protectionnisme et des tensions commerciales entre grandes puissances économiques amène une incertitude structurelle dans le commerce international.

L'économie mondiale est dans une certaine mesure encore plus devenue, géopolitique. C'est ici que se situe probablement le cœur du paradoxe actuel. Comment expliquer qu'une économie puisse afficher des indicateurs globalement positifs alors qu'une grande partie de la population a l'impression de reculer ou, au mieux, de stagner ? Une première explication tient à la structure même de la « croissance » économique actuelle, inégalement répartie entre certains secteurs, entreprises et ménages. Quelques industries et certains groupes de revenus ont largement bénéficié de la période post-pandémie, tandis que d'autres ont vu leur situation se détériorer ou stagner. Il y a une réelle divergence de perception entre « l'économie des chiffres » et « l'économie vécue ». Par exemple, faut-il comprendre que ce sont surtout les ménages les plus riches qui tirent les indicateurs vers le haut, donnant l'impression d'une économie solide alors qu'il est clair que la majorité ressent davantage de pression ? Certains ménages accumulent actifs et gains, tandis que d'autres absorbent surtout la hausse des coûts essentiels. Sans simplifier à l'excès, il est vrai que la croissance n'est pas distribuée de manière homogène et que la concentration des gains économiques pour certaines tranches démographiques — revenus élevés, détention d'actifs financiers, secteurs technologiques — peut contribuer à améliorer les moyennes globales sans refléter uniformément la réalité de l'ensemble de la population. Ce n'est donc pas qu'une illusion mais bien une réalité statistique, mais nuancée.

Globalement, plusieurs économistes hésitent à catégoriser la situation actuelle. Il ne s'agit pas d'une récession au sens classique du terme, puisque la croissance persiste dans plusieurs économies. Mais il ne s'agit certes pas non plus d'une période d'expansion généralisée, puisque le sentiment de fragilité demeure élevé. On évoque alors une forme de stagnation relative : une économie qui avance, mais lentement, de manière inégale, hésitante et incertaine. Beaucoup parlent d'une transition vers une nouvelle normalité économique, marquée par des chocs plus fréquents, une inflation moins prévisible et une plus grande incertitude géopolitique. Dans tous les cas, les repères traditionnels semblent désormais moins clairs.

Que doit-on en conclure ? Peut-être simplement que, 5 ans après la pandémie, l'économie mondiale ne peut pas être résumée à une crise catastrophique, ni à une reprise pleinement réussie et rassurante. Elle se situe plutôt dans un entre-deux : suffisamment solide pour éviter un effondrement généralisé, mais suffisamment déséquilibrée pour générer un sentiment persistant d'instabilité. Mais au final, ça m'écoeure toujours autant de devoir payer 14 \$ pour un minable petit bout de fromage... ■



CHRONIQUE

ÉCHAPPATOIRE PAR LE DIVERTISSEMENT



■ Salvi C.

Plus que jamais, le monde d'aujourd'hui semble en constante recherche d'évasion pour échapper à la grisaille et aux vexations du quotidien.

Regrettablement, beaucoup de jeunes adultes et membres de la nouvelle génération essaient de se donner les moyens d'y parvenir par des gadgets éphémères, futiles ou inutiles. C'est quelque chose que nous avons souligné, études sociodémographiques à l'appui, à plusieurs reprises dans nos articles. **Dans plusieurs cas, cela s'apparente même à des comportements d'addiction.** Que ce soit par des achats compulsifs, et dispendieux; se procurer la dernière bécote technologique, même si celle qu'on a est encore tout à fait valide et efficace; courir à gros prix le moindre spectacle de vedettariat; **ou s'abonner à toute une série de plateformes de contenu en ligne, dont au final on n'a même pas le temps de se servir et qu'on oublie tout en continuant de les payer chaque mois.** Et malheureusement, cette compulsive tentative de se divertir à tout instant et **d'éviter toute forme de pourtant nécessaire et saine confrontation à la routine et à la réalité du quotidien s'effectue souvent pour plusieurs en remplissant sa carte de crédit, pendant que d'autres profitent, même à l'âge adulte, de la bienveillance des parents** qui leur offrent le gîte, voire même une allocation budgétaire mensuelle. Mais justement, on ne peut ignorer non plus l'influence du tissu familial, notamment l'explosion progressive du cocon familial depuis le nouveau millénaire. De **récentes statistiques indiquent en effet qu'à l'ère moderne c'est un astronomique 45 % des couples qui avouent**



ne plus faire d'efforts pour le compromis en couple. Il ne faut dès lors plus se surprendre que cela en conduise plusieurs à se séparer après quelques années, voire simplement quelques mois à vivre ensemble avant d'arguer soudainement «qu'ils ne sont pas compatibles». Bien sûr, **ce serait manquer d'une certaine nuance nécessaire que d'omettre de mentionner que le monde d'aujourd'hui est très perturbant. Tout va trop vite** pour une génération qui a peut-être dans l'ensemble été un peu trop chouchoutée et dont la soif de profiter intensément de la vie sans restriction, ni contraintes n'est pas compatible avec la réalité de la vie moderne, pleine d'aléas, de difficultés et de vexations qu'elle n'a pas appris à gérer lors sa jeunesse. Malheureusement pour eux, **malgré tous nos moyens de communications avancés, les téléphones intelligents, les réseaux sociaux et les autres bécotes futiles du monde moderne supposément «connectés», on est plus isolés que jamais.** C'est un fait statistique que les couples à l'ère contemporaine se disloquent plus facilement que jamais, et que le taux de mariage est à son plus bas niveau depuis des siècles. Une fois passée l'illusoire présence en ligne, on se rend compte que les jeunes adultes sont de plus en plus seuls et peine à trouver un sens générateur d'enthousiasme à leur vie, tout en n'ayant plus non plus les repères de stabilité émotionnelle que procurait autrefois le créneau familial. Il est indéniable que **l'évolution des mœurs et des communications à notre époque moderne nous a collectivement conduit à une course toujours plus effrénée.** Tout est devenu trop rapide et il est souvent maintenant difficile de trouver un juste milieu entre travail, relations interpersonnelles, loisirs et développement individuel. Il est donc important plus que jamais de prendre le temps de faire une pause, de réfléchir sur soi et d'analyser les détails de fonctionnement de notre quotidien. ■

Élections provinciales 2026



Votez le 5 octobre

de 9 h 30 à 20 h

Où et quand voter?



Consultez les documents que vous recevrez par la poste ou rendez-vous au electionsquebec.qc.ca/ou-quand-voter.

Vous n'êtes pas disponible le jour du vote?

Votez par anticipation le 27 ou le 28 septembre de 9 h 30 à 20 h.

electionsquebec.qc.ca | 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Pour voter

- Vous devez être inscrite ou inscrit sur la liste électorale et votre adresse doit être à jour. Vérifiez au electionsquebec.qc.ca/verifier.
- Vous devez apporter une pièce d'identité (permis de conduire, carte d'assurance maladie, passeport canadien, etc.).

Nouvelle carte électorale : votre circonscription a peut-être changé.

Vérifiez au electionsquebec.qc.ca/trouvercirconscription.


Amenez vos enfants voter avec vous!

Initiez vos enfants à la démocratie grâce aux petits bureaux de vote.



Tous les lieux de vote par anticipation sont accessibles; le 5 octobre, la majorité le sont aussi. Consultez les critères d'accessibilité de chaque lieu au electionsquebec.qc.ca/ou-quand-voter.

Si votre lieu de vote ne répond pas à vos besoins, demandez l'autorisation de voter ailleurs à votre directrice ou directeur du scrutin.

Le 5 octobre, on exerce notre droit de vote

PEINTRES PROFESSIONNELS

POUR INFO : 514.844.2133



CAROLINE BURNETT

Scène de Paris,
huile sur toile, 19^e, impressionniste,
8" x 10". 200 \$



JEANINE WESSELMANN

Artiste exposée en musées partout dans le monde,
scène intimiste : *Happy Hour Barflies*, 30" x 40",
investissement intéressant pour collectionneur !



CAROLINE BURNETT

Moulin Rouge,
huile sur toile, 19^e, impressionniste,
5" x 7". 150 \$

6 EN VENTE ICI

10,00\$
18 ans et plus

BING

de RADIO CIBL 101.5

ÉCOUTEZ-NOUS À LA RADIO
OU EN LIGNE À
CIBL1015.COM HÉLIX CANAL 615
VIDÉOTRON CANAL 574 BELL CANAL 959

DIMANCHE DÈS 13H00

3500\$
EN PRIX À CHAQUE DIMANCHE

1^{er} JEU Le cerf-volant 400\$	2^e JEU Les 4 coins 500\$
4^e JEU La table 500\$	3^e JEU La couronne 600\$
5^e JEU La carte pleine 1500\$	

DÉTAILS AU CIBL1015.COM

AU PROFIT DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE MONTRÉAL INC.

Desjardins
Caisse d'économie solidaire

L'AMECQ demande des engagements concrets pour soutenir les médias écrits communautaires

À l'approche des élections générales au Québec, l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) interpelle les candidat·es de tous les partis et de toutes les régions à s'engager concrètement pour la survie des médias communautaires.

Le prochain gouvernement du Québec devra en faire davantage s'il a réellement à cœur l'information locale.

Soutenir les médias communautaires, c'est soutenir une information de proximité, indépendante et essentielle à nos communautés.

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

CHRONIQUE

4^e PARTIE - PORTRAIT SUR LES MAIRES DE MONTRÉAL SUCCESSIFS

DENIS CODERRE



Arrivé en grandes pompes sur la scène municipale, Denis Coderre profitait déjà d'une grande notoriété et d'une certaine fanfare du fait de **sa longue carrière politique fédérale au sein du Parti Libéral**. Tablant sur ce fait et profitant également de la division du vote au sein d'une course électorale qui ne comportait pas moins de 4 candidats à la mairie, **ce politicien d'une redoutable efficacité médiatique réussit**, malgré les nombreux détracteurs allergiques à son style autoritaire et fort en voix, **à se faufiler à la tête de Montréal en novembre 2013**.

Malgré les résultats d'élection plutôt serrés et sa victoire de courte marge, **son arrivée à la mairie suscita un certain enthousiasme même chez ceux qui n'avaient pas voté pour lui au sein d'une population montréalaise** encore meurtrie par la fin de règne désastreuse de l'administration pré-

cédente. **On voyait en lui un politicien de caractère, à l'expérience et aux connaissances vastes**, et qui n'aurait pas peur d'aller au front pour la métropole montréalaise ni de se faire entendre des autres paliers gouvernementaux, tout le contraire d'un Gérald Tremblay un peu plus effacé et mièvre, et dénué soit de courage, soit de compétence, soit de probité.

Travailleur infatigable et hyperactif, **le mandat du Maire Coderre se caractérisa par son dynamisme et ses promesses de projets tous azimuts**, dont bon nombre d'ailleurs, à son crédit, furent réalisées. Dès le départ, il lui importait plus que tout **de redonner aux Montréalais confiance envers l'intégrité de l'administration municipale**. Le Maire Coderre s'y est affairé premièrement en **assainissant l'appareil bureaucratique municipal** et en le purgeant de ses éléments faisant des, puis en instaurant toutes une série de leviers et de mesures pour encadrer, régimenter, double-vérifier et analyser tous les octrois de contrats d'infrastructures (et autres). Il a en outre créé **l'addition d'un poste de vérificateur général**, avec pouvoirs élargis permettant à celui-ci d'intervenir en cas où des signaux troublants devaient émaner de certains contrats ou appels d'offres.

Son influence s'est également faite sentir **au niveau des transports, alors que la ville a poursuivi le développement des pistes cyclables** et amélioré les mesures de **sécurité pour les piétons**, et **ralenti la circulation** dans les zones résidentielles. À ce chapitre cependant, on doit mentionner qu'avec un seul mandat à son actif, il a manqué de temps pour pouvoir accomplir toutes les améliorations qu'il désirait mettre de l'avant, notamment pour prolonger certains axes routiers, développer l'offre de transport en commun et améliorer la fluidité de la circulation. **Autre reproche qu'on lui adresse ; la situation déjà chaotique des chantiers et des nids-de-poule omniprésents s'est davantage détériorée** sous son règne.

L'autre objectif-phare de la gouvernance Coderre fut liée à la Culture, à laquelle le maire attachait beaucoup d'importance. Ses réalisations furent très nombreuses: renforçant le réseau de la culture, sa diffusion, son rayonnement international, sa démocratisation grand public, ses financements aux organismes, toutes autant de démarches très louables. En contrepartie cependant, **on reprocha au maire des dépenses pharaoniques**, symbolisées parfaitement par le budget princier de quelques centaines de millions de dollars entourant le 375^e anniversaire de Montréal.

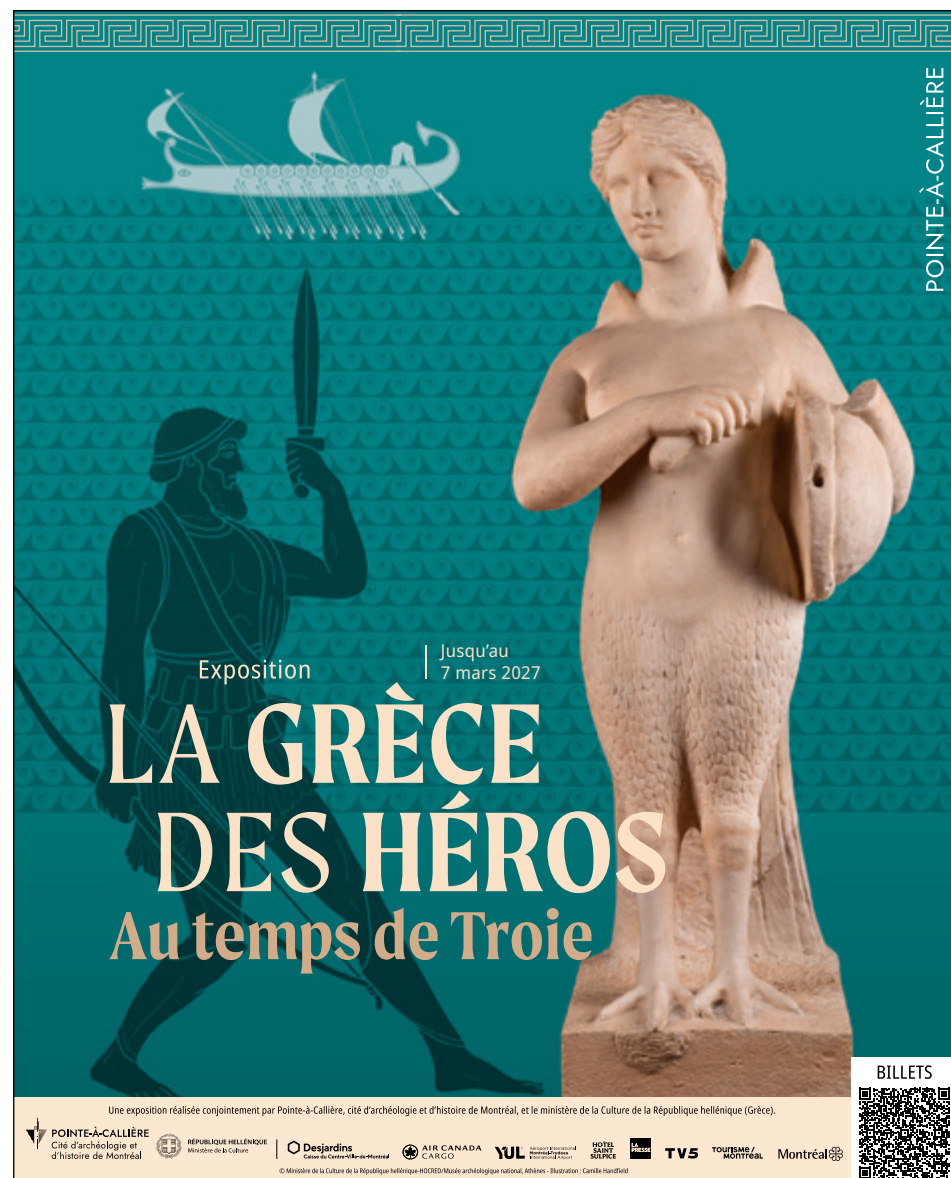
À l'époque notre journal *Échos Montréal* était d'avis – et nous n'avons pas changé d'opinion depuis – qu'au moins une partie de cet influx massif d'argent aurait dû être investi ailleurs plutôt que de tenter artificiellement de créer un événement à l'intérêt moyen (350^e, ok... 400^e, oui... mais 375^e?) **dans une ville qui compte déjà sur une bonne présence touristique et un excellent**



Denis Coderre et Alain Prost, Formule E Hydro-Québec Montréal EPRIX © Facebook

apport culturel en raison de ses nombreux festivals & événements. Tout ça semblait en réalité **voué à satisfaire les égos surdimensionnés** des deux principaux défenseurs des festivités, le Maire Coderre et Gilbert Rozon.

Cette obstination autocratique du maire, ses dépenses incontrôlées et son arrogance revancharde face aux critiques lui coûteront d'ailleurs la réélection, suite à la controverse entourant la venue de **la Formule E** électrique à Montréal, qui engendra beaucoup de désagréments aux citoyens et aux commerçants et **s'avéra un véritable bide**, avec des assistances faméliques. Il sera finalement battu par Valérie Plante en 2017, puis à nouveau en 2021 par une marge encore plus humiliante, signant son chant du cygne de la politique. ■





VOUS AVEZ DE
L'IMMOBILIER
À ANNONCER?

514.844.2133

**ANNONCER
DANS ÉCHOS,
C'EST RENTABLE!**

Près de
100 000 Lecteurs
avec **200 présentoirs**,
une visibilité constante
pendant un mois!

514-844-2133
publicite@echosmontreal.com

**SERCOR
CONSTRUCTION**

RBQ : 5865-9673-01

**RÉSIDENTIEL
COMMERCIAL**

Construction et
Rénovation complète

Serge Corneau - PDG
T. 1.450.751.1070

sercorconstruction@gmail.com



carolebaillargeon.com

**MAÎTRE
VENDEUR
2026**

CAROLE BAILLARGEON
Courtier immobilier agréé

514-912-5343

ÉVALUATION GRATUITE



VOIR P.11

Echos Immo

CHRONIQUE

LE MARCHÉ IMMOBILIER QUÉBÉCOIS: ENTRE RALENTISSEMENT ET TRANSFORMATION



■ **Michèle Bouchard**

Elodie Bouchard ■

Collaboration spéciale



INTRODUCTION

Le marché immobilier québécois traverse actuellement une période de transition. **Après plusieurs années marquées par une forte demande et une croissance rapide des prix, le marché se normalise progressivement.** La hausse importante de l'offre locative, les conditions de financement plus difficiles et l'incertitude économique liée aux tensions commerciales avec les États-Unis contribuent à ralentir l'activité. Toutefois, cette évolution varie considérablement selon les secteurs et les types de propriétés.

UN MARCHÉ LOCATIF QUI SE DÉTEND

Le marché locatif est aujourd'hui beaucoup moins tendu qu'il ne l'était il y a quelques années. Dans la grande région de Montréal, le taux d'inoccupation des logements locatifs est passé à **2,9 % en 2025**, comparativement à **2,1 % en 2024**. À Québec, il a atteint **2,4 %** et de point de vue national, celui-ci est à **3,1 %**. La SCHL souligne que l'augmentation des logements nouvellement construits est l'une des principales raisons de cette détente.

Cette croissance de l'offre est particulièrement importante à Montréal. En 2025, **23 089 logements locatifs ont été mis en chantier**, contre seulement **2 027 copropriétés**, un sommet historique pour le locatif.

Cette tendance s'explique notamment par le financement des projets. Alors qu'un projet de copropriétés nécessite généralement environ **70 % de préventes** avant d'obtenir du financement bancaire, les projets locatifs n'ont pas la même exigence de prévente. La SCHL observe d'ailleurs que cette différence a favorisé la conversion de certains projets de copropriétés vers le locatif.

DES TAUX D'INTÉRÊT QUI CONTINUENT DE PESER

Le 2 septembre 2026, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à **2,25 %**. Même si aucune hausse n'est annoncée, les risques inflationnistes demeurent élevés et la Banque indique que les nouveaux tarifs américains et les contre-tarifs canadiens pourraient alimenter les prix. Dans ce contexte, les acheteurs demeurent prudents et les conditions de financement continuent de limiter l'activité. **La SCHL prévoit d'ailleurs que le marché québécois connaîtra une croissance plus modeste** et que les mises en chantier diminueront après les sommets récents.

LES TARIFS COMMENCENT À SE FAIRE SENTIR

Les tensions commerciales ont également des répercussions concrètes sur la construction. Au deuxième trimestre de 2026, les coûts de construction résidentielle ont augmenté de **2,5 % à Montréal et de 2,6 % à Québec**

en un seul trimestre. Statistique Canada attribue notamment la hausse de certains matériaux métalliques et de l'acier aux tarifs et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Pour les promoteurs, cela signifie des projets plus coûteux et des marges plus difficiles à préserver, ce qui peut entraîner des reports ou des annulations.

CONCLUSION

Le marché immobilier québécois n'est donc pas en crise, mais il est clairement en phase de rééquilibrage. L'offre locative augmente

rapidement, les copropriétés neuves sont beaucoup plus difficiles à financer, les taux d'intérêt demeurent un facteur de prudence et les tensions commerciales ajoutent une pression sur les coûts. La réalité demeure toutefois très locale : certains quartiers et types de propriétés continuent de bien performer alors que d'autres connaissent un ralentissement marqué. Pour les prochains mois, **la flexibilité et la capacité d'adaptation des acheteurs, vendeurs et promoteurs seront essentielles.** ■

Contact : mbouchard.ca
mbouchard@sutton.com | ebouchardimmo@gmail.com



À NE PAS MANQUER EN OCTOBRE

■ **Analyse post-électorale** ■ **Le déclin d'Hollywood**

BRÈVE IMMOBILIÈRE

UN SONDAGE À NUANCER

■ Frank Salvatore

Dernièrement, un sondage de satisfaction citoyenne évaluant la qualité de vie plaçait Montréal en première position parmi les 10 villes canadiennes où il fait le plus bon vivre, devant Toronto 3^e et même Vancouver 4^e. Mais cette statistique superficielle est trompeuse, masquant une réalité qui elle est bien différente.

La supposée première place de Montréal devant d'autres grandes villes canadiennes est en vérité illusoire. Elle s'explique les nombreux

grands espaces verts de notre métropole, l'abondance d'arbres, la variété de petits quartiers avec des commerces de proximité, et la relative — seulement par rapport aux autres villes canadiennes, soyons clairs — abordabilité de loyers... qui en réalité sont de moins en moins abordables, et d'autant plus quand mis en contexte avec une moyenne salariale moins élevée au Québec.

Mais cette pléthore d'arguments hautement contextuels n'offre pas une vision d'ensemble et ne tient pas compte, par exemple et entre autres : des travaux incessants ; d'une circulation de plus en plus difficile ; d'un taux d'itinérance devenue endémique ; d'un niveau de malpropreté absolument affligeant presque dans tous les secteurs ; d'un niveau de criminalité, notamment pour la vente de stupéfiants, en tranquille et constante progression depuis plus de 10 ans. D'ailleurs, la contradiction majeure devient absolument évidente quand on analyse le portrait québécois. Montréal, supposée première ville du bien-être et du bonheur, n'est même pas foutue de percer le top 20 au Québec, se situant... au désastreux 74^e rang des municipalités québécoises.!. 1^{ère} au Canada, 74^e au Québec, ça ne vous semble pas un petit peu louche et illogique tout ça.?. En réalité, Montréal a beaucoup de chemin à parcourir et une grosse pente à remonter avant de retrouver la qualité de vie, et le dynamisme événementiel qui faisait son charme autrefois. D'autant plus à l'ère contemporaine où les gens, lassés par le frénétisme impersonnel du train de vie moderne, ont maintenant un fort attrait pour la vie en banlieue, plus calme, plus posée, plus proche des espaces verts et des rivières, où l'air est plus pur, les gens plus polis et moins stressés, et les coûts de la vie plus abordables.

Avec une fluidité urbaine devenue exécrable, le tapage sonore et logistique éreintant de travaux incessants et en perpétuel recommencement, un coût de la vie et des loyers qui rendent pratiquement inaccessible l'achat, particulièrement pour les jeunes ménages... bref, avec le stress constant qu'elle engendre tous azimuts, il est raisonnable de penser que le supposé taux d'appréciation de notre métropole montréalaise origine plus des visiteurs touristiques que de ses citoyens, qui eux semblent plutôt enclins à délaisser Montréal en nombre croissant. ■



© Rebecca Trace-Meek 37

CAROLE BAILLARGEON.COM

ÉVALUATION GRATUITE !

Courtier immobilier agréé

MAÎTRE-VEVDEUR 2026
 Centurion : 2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2011-2012-2013
 Temple de la renommée 2007
1980, Notre-Dame Ouest

CAROLE BAILLARGEON
514-912-5343

RÉSIDENTE PENDANT 14 ANS DU VIEUX-MONTRÉAL

306LE-ROYER-502.COM

NOUVEAU

Condo de 1210 p.c., 2 chambres, 1 salle de bain, 1 salle d'eau, balcon, garage.
765 000 \$ MLS 28223407

BESOIN DE CONDOS À VENDRE OU À LOUER

370STANDRE-402.COM

BALCON PRIVÉ, SUPERBE VUE

Solano, condo, 956 p.c., 2 chambres, 1 salle de bain, garage, balcon.
598 000 \$ MLS 22207494

760ST-ANDRE

NOUVEAU

BOURG DU VIEUX, condo 1052 p.c., entrée indépendante, 2 c.à.c., 1 s.d.b., garage, terrasse.
625 000 \$ MLS 16658228

5919DARAGON.COM

LOCATION

Bas de duplex, 4 chambres, 2 salles de bains, entièrement refait, un bijou.
2 995 \$/m MLS 25341616

1518SHERBROOKE-811.COM

LOCATION

LE SHERBROOKE, prestigieux, au Mille carré doré, studio qualité supérieure, piscine, yoga, golf.
435 000 \$ MLS 19217950

PROCHAINE DATE DE TOMBÉE PUBLICITAIRE : 6 OCTOBRE 2026

PROCHAINE PARUTION DU JOURNAL : 15 OCTOBRE 2026

ÉCHOS MONTRÉAL est distribué gratuitement à près de 100 000 lecteurs + 150 000 dans une page mensuelle de RADDAR

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

360, rue Saint-Jacques
 Bureau 1906
 Vieux-Montréal (Qc)
 H2Y 1P5

Tél. : 514-844-2133
 publicite@echosmontreal.com
 redaction@echosmontreal.com

Éditeur : Échos Montréal

Président : Vincent Di Candido

Directeur-Adjoint : François Di Candido

Ventes et Marketing : Bertin St-Amand, CPS Media, Échos Montréal

Journalistes : Mercedes Domingue, Michel T., Charline Caro, Frank Salvatore

Collaboration spéciale : Michèle et Elodie Bouchard, Salvi C., Eva C.

Conception graphique : François Sauriol

Distribution : Postes Canada, Échos Distribution, RADDAR, TransMet Logistics

Impression : Transcontinental

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Un journal communautaire distribué gratuitement comme **Échos Montréal** ne pourrait pas fonctionner sans le support de précieux partenaires, pour sa mission de diffusion d'information citoyenne. Nous tenons à remercier le **Gouvernement du Canada** et le **Gouvernement du Québec** pour leur aide financière (subvention).

Financé par le gouvernement du Canada

Canada

Entente de
développement
culturel

ÉM

Québec

Planifiez vos déplacements

Vérifiez les entraves prévues
dans 7 arrondissements

19 au 27 septembre 2026



Visitez montreal2026.org
en balayant le code QR



CHAMPIONNATS DU MONDE
ROUTE 2026

MONTRÉAL
CANADA

